Conseil d'Etat — Raad van State
VOTC ANC
1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er mars 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organique du statut des délégués permanents à la protection de l'enfance", a donné en sa séance du 16 avril 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e Maart 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het statuut der vaste afgevaardigden ter kinderbescherming", heeft ter zitting van 16 April 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

TITRE 1er. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les mots : "des auxiliaires" qui n'ont pas de sens juridique précis.

Article 2.

La loi assure la participation à la nomination, des magistrats avec lesquels le ou les délégués seront appelés à collaborer. Cela ressort à toute évidence du texte même des deux premiers alinéas de l'article 47 ter qui prévoit une présentation dans chaque arrondissement et un mode de présentation spécial lorsqu'un seul emploi est créé dans l'arrondissement.

Le déplacement, même assorti de "l'avis" des magistrats intéressés, peut avoir pour effet d'imposer à ces magistrats un collaborateur qu'ils eussent refusé de présenter. Le fait qu'il aurait été présenté par l'un de leurs collègues ne change rien à cette situation.

Le Gouvernement estime suffisant d'être habilité à procéder à une désignation temporaire. En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 2.-

De l'avis conforme des magistrats intéressés, le Ministre de la Justice peut désigner le délégué permanent d'un arrondissement pour exercer temporairement sa mission dans un autre arrondissement.".

.../...

Article 3.

Pas d'observation.

TITRE II. - DES DEVOIRS.

Articles 4 et 5.

Le magistrat avec lequel les délégués doivent collaborer est qualifié dans le projet de manières diverses : "autorité judiciaire qu'ils assistent, autorité judiciaire dont ils relèvent, autorité judiciaire compétente, magistrat sous la direction duquel le délégué est placé, etc...".

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'expression doit être la même chaque fois qu'une même idée est exprimée et propose l'emploi généralisé de l'expression : "autorité judiciaire (ou magistrat) qu'ils assistent".

Article 6.

L'alinéa 3 de cet article a été rédigé dans l'intention de reproduire le texte de l'article 9 du statut des agents de l'Etat. Ce texte a été modifié par l'arrêté royal du 5 février 1951 relatif à la défense de la fonction publique. Le Conseil d'Etat propose dès lors de mettre le texte de l'alinéa 3 en concordance avec le nouveau texte de l'article 9 du statut.

"Article 6.-

Ils sont tenus à la plus stricte politesse, tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public.

Dans la vie privée comme en service, ils doivent s'abstenir de tout ce qui pourrait porter atteinte

.../...

à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur mission.

Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.".

Article 7.

Le Conseil d'Etat, pour répondre aux intentions du Gouvernement, propose un texte qui reprend la disposition de l'article 9, alinéa 2, du statut des agents de l'Etat :

"Article 7.-

Il leur est interdit de révéler les faits dont ils auraient eu connaissance à raison de leur mission et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions du magistrat qu'ils assistent.

Cette interdiction s'applique également aux délégués permanents qui ont cessé leurs fonctions.".

Articles 8 et 9.

Pas d'observation.

TITRE III. - DU RECRUTEMENT.

Articles 10, 11 et 12.

Le Conseil d'Etat propose des modifications

de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

"Article 10.-

Nul ne peut être nommé délégué permanent à la protection de l'enfance s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° être belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être âgé de 25 ans au moins et de 40 ans au plus;

6° être reconnu, par le service de santé administratif, comme réunissant les conditions d'aptitude physique exigées par l'arrêté royal du 30 mars 1939 déterminant les aptitudes physiques requises des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification;

7° être détenteur du diplôme d'assistant ou auxiliaire social délivré conformément aux dispositions des arrêtés royaux qui en règlent l'octroi ou d'un diplôme faisant foi de connaissances pédagogiques et sociales.

Article 11.-

Un arrêté royal, pris après avis de la commission dont l'institution est prévue à l'article 30, détermine quels diplômes font foi de connaissances pédagogiques et sociales.

Article 12.-

Lorsque, dans la liste double qui lui est présentée, figurent un ou plusieurs candidats qui ne sont pas porteurs du diplôme requis, le ministre n'admet ces

derniers à subir l'examen d'aptitude prévu par l'article 47 ter, alinéa 4, de la loi du 15 mai 1912 modifiée par la loi du 20 mai 1949 , qu'après avoir pris l'avis de la commission dont l'institution est prévue à l'article 30.".

Article 13.

Les quatre premiers alinéas de l'article n'exigent d'aucun délégué la justification de la connaissance de la seconde langue nationale.

D'autre part, le texte, tel qu'il est rédigé, ne tient pas compte de la possibilité de justifier de la connaissance d'une langue nationale autrement que par le diplôme ou l'examen d'aptitude prévu à l'article 12.

Enfin, aucune disposition ne prévoit la manière dont se fait la justification de la connaissance de la langue allemande.

Tenant compte de ces remarques, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 13.-

Dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur et dans l'arrondissement judiciaire de Nivelles, les délégués permanents à la protection de l'enfance doivent justifier de la connaissance de la langue française.

Dans l'arrondissement judiciaire de Verviers, un délégué doit avoir, en outre, une connaissance suffisante de la langue allemande.

Dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Limbourg et dans l'arrondissement judiciaire de Louvain, les délégués permanents à la protection de l'enfance doivent justifier de la connaissance de la langue néerlandaise.

.../...

Dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, une moitié du nombre des délégués permanents à la protection de l'enfance doivent justifier de la connaissance de la langue française; l'autre moitié, de la connaissance de la langue néerlandaise.

Les diplômes dont question aux articles 10, 7°, et 11 et l'examen d'aptitude qui en tient exceptionnellement lieu, justifient de la connaissance de la langue dans laquelle le diplôme a été rédigé ou dans laquelle l'examen a été subi.

La justification de la connaissance de l'autre langue nationale peut être faite par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite. La matière de cet examen ainsi que la composition et le fonctionnement du jury sont fixés par Nous.

Il en est de même pour la justification de la connaissance suffisante de la langue allemande.".

Article 14.

Eu égard à la modification apportée à l'article 2, le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 14 un alinéa 3 ainsi conçu :

"Toutefois, les délégués ayant déjà accompli une période d'essai pourront être nommés à titre définitif dans un autre arrondissement.".

Articles 14 et 15.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "compétente" par l'expression "qu'ils assistent".

.../...

Article 16.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la finale de cet article ainsi qu'il suit :

" ... et aux modalités fixées de commun accord avec le Secrétaire permanent au recrutement.".

TITRE IV. - DE L'ENTREE EN ACTIVITE.

Le projet prévoit que l'entrée en fonction se fait par la prestation de serment. La loi n'ayant pas prévu le serment, il faut admettre que la base légale indispensable au voeu de l'article 127 de la Constitution, est le décret du 20 juillet 1831 qui oblige au serment dont il fixe la formule "tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers de la garde civique et de l'armée, et en général tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque". Il y a lieu de remarquer toutefois que l'article 3 du décret prévoit que "le serment sera reçu par l'autorité que les lois existantes désignent à cet effet". En l'occurrence, aucune loi ne détermine cette autorité.

Lorsqu'il résulte clairement qu'une catégorie de personnes est, au voeu de la loi, soumise au serment dont elle fixe la formule, la détermination de l'autorité compétente pour le recevoir devient une simple mesure d'exécution qui entre dans l'exercice constitutionnel des pouvoirs royaux (Cass. 20 octobre 1868, Pas. 1869-I-243; Pandectes belges, V° Serment politique et professionnel n° 18-142 ; Giron, Dictionnaire administratif, T. I n°218).

Dès 1832, cette interprétation a été admise (arrêté royal du 15 mai 1832 concernant la prestation de serment du baron Evin nouvellement naturalisé).

.../...

Article 17.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots "Le jour de leur entrée en fonction ..." par "Avant d'entrer en fonction...".

Article 18.

Ce que l'article veut exprimer, c'est que la nomination est censée n'avoir jamais été faite. Le Conseil d'Etat propose un texte en ce sens.

"Article 18.-

S'ils négligent de prêter serment dans le mois de leur nomination, celle-ci sera considérée comme inexistante.".

Articles 19 à 22.

Le Conseil d'Etat propose des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

"TITRE V. - DES INCOMPATIBILITES.

Article 19.-

Il est interdit à tout délégué permanent à la protection de l'enfance d'exercer, soit lui-même, soit sous le nom de son conjoint ou par personne interposée, aucune espèce de commerce.

Est interdite, dans les mêmes conditions, toute activité lucrative ou non lucrative contraire à la dignité de la mission du délégué ou susceptible de nuire à son accomplissement.

.../...

Article 20.-

Est, en outre, réputé incompatible avec la qualité de délégué permanent à la protection de l'enfance, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable lorsque le mandat ou le service est exercé ou presté par le délégué en qualité de tuteur ou de curateur d'un incapable, sans préjudice de l'application de l'article 19, alinéa 2.

Article 21.-

Le Ministre de la Justice peut, sur demande écrite et motivée de l'intéressé, accompagnée d'un rapport de l'autorité judiciaire qu'il assiste, autoriser des dérogations aux dispositions des articles 19 et 20.

TITRE VI. - DU RAPPORT ANNUEL.

Article 22.-

Un rapport sur la valeur, les aptitudes, le rendement et le mérite de chaque délégué permanent à la protection de l'enfance nommé définitivement, est transmis annuellement au Ministre de la Justice par l'autorité judiciaire que le délégué assiste. Ce rapport est communiqué au préalable à l'intéressé qui y appose la mention "d'accord" ou "pas d'accord" et sa signature.

Ce rapport propose l'attribution de l'une des mentions suivantes : "Très bon" - "Bon"- "Suffisant" - "Mauvais".

L'attribution de la mention est faite par le Ministre de la Justice qui peut, soit d'office, soit sur

.../...

demande de l'intéressé, modifier la mention proposée. Dans l'un et l'autre cas, il consultera la commission dont l'institution est prévue à l'article 30. Cette commission entendra l'intéressé.".

TITRE VII. - RETRIBUTION, PENSION, ALLOCATIONS ET INDEMNITES.

Articles 23 et 24.

Pas d'observation.

TITRE VIII. - DU REGIME DISCIPLINAIRE.

Section première - DES PEINES.

Article 25.

Pas d'observation.

Article 26.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 26.-

Les peines disciplinaires prévues aux 1° et 2° de l'article 25 sont prononcées par le magistrat que le délégué assiste.

Si le délégué assiste deux ou plusieurs magistrats, ces peines sont prononcées par eux conjointement; en cas de désaccord, le Ministre de la Justice statue.

Les autres peines sont prononcées par le Ministre d'office ou sur proposition de l'autorité judiciaire que le délégué assiste. Lorsque la peine est prononcée d'office, l'avis préalable de cette autorité est néanmoins recueilli.".

.../...

Article 27.

Pas d'observation.

Article 28.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 28.-

Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de l'intéressé. La radiation de cette peine est décidée par le Ministre de la Justice, sur avis du ou des magistrats que le délégué assiste et de la commission dont l'institution est prévue à l'article 30.".

Article 29.

Pas d'observation.

Section II.- DE LA COMMISSION CONSULTATIVE ET DE RECOURS.

Articles 30 à 33.

Le Conseil d'Etat propose des modifications qui sont contenues dans le texte suivant :

"Article 30.-

Il est institué au Ministère de la Justice une Commission consultative et de recours composée :

1° d'un président, conseiller à la cour d'appel, nommé par Nous;

2° d'un officier du ministère public près d'une cour ou d'un tribunal de première instance, nommé par le

.../...

Ministre de la Justice sur une liste double présentée par les procureurs généraux près les cours d'appel;

3° d'un juge des enfants nommé par le Ministre de la Justice sur une liste double présentée par les juges des enfants du Royaume réunis en assemblée;

4° du fonctionnaire dirigeant l'Office de la protection de l'enfance ou de son délégué, et d'un autre fonctionnaire désigné par le Ministre de la Justice;

5° de deux délégués permanents à la protection de l'enfance nommés par le Ministre de la Justice sur une liste double présentée par les délégués permanents selon la procédure fixée par le Ministre;

6° d'un secrétaire choisi par le Ministre de la Justice parmi les agents de son département. Il n'a pas voix délibérative.

Des membres suppléants, dont le nombre est égal à celui des membres effectifs, sont désignés de la même manière.

Article 31.-

Le mandat des membres de la Commission consultative et de recours est de trois années.

Il est renouvelable.

Article 32.-

La Commission consultative et de recours délibère et donne son avis notamment :

1° sur les questions relatives aux intérêts matériels et professionnels des délégués permanents à la protection de l'enfance dont elle serait saisie soit par le Ministre, soit par l'un de ses membres, soit par un ou plusieurs intéressés;

.../...

2° sur l'application des peines disciplinaires énumérées aux 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 25 en cas de recours exercé par l'intéressé contre la proposition de sanction dont il est l'objet;

3° sur la radiation des peines disciplinaires;

4° sur les demandes ou propositions de revision des conclusions du rapport annuel et sur les propositions de licenciement au cours de la période d'essai;

5° sur le recours introduit contre la décision de prolongation de la période d'essai;

6° sur les recours formés par les agents mis en disponibilité ou faisant l'objet d'une suspension préventive dépassant une durée de trois mois.

Article 33.-

Le requérant a la faculté de récuser, d'une part, un des membres représentant l'administration et, d'autre part, un des membres représentant les délégués permanents à la protection de l'enfance.

Le président récuse le membre qu'il estimerait avoir un intérêt personnel dans la contestation.

Le membre récusé est remplacé par son suppléant.".

Section III. - PROCEDURE.

Articles 34 et 35.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 34.-

Le délégué permanent à la protection de l'enfance a dix jours pour saisir la Commission consultative

.../...

et de recours, par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre de la Justice.

Ce délai court à dater de la notification de la proposition du rapport ou de la décision dont il fait l'objet.

Article 35.-

Le fonctionnaire dirigeant l'Office de la protection de l'enfance transmet à la Commission consultative et de recours le dossier complet de l'affaire.".

+

+ +

La modification apportée au texte de ces deux articles a pour but de faire disparaître une difficulté d'interprétation à laquelle les articles 88 et 89 du statut des agents de l'Etat, que le projet copie, avaient donné lieu, et qui portait sur le caractère obligatoire de la transmission du dossier par le fonctionnaire compétent (Voir Conseil d'Etat, 24 octobre 1949, arrêt n° 135, Gavroy).

Article 36.

Cet article est la reproduction de l'article 90 du statut des agents de l'Etat. Il faudra donc lui donner la portée que lui a reconnue la jurisprudence administrative.

Article 37.

Pas d'observation.

.../...

Article 38.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots "l'appelant" par "le requérant".

Articles 39 et 40.

Pas d'observation.

Articles 41.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "est" par "peut être", afin de rapprocher le texte de celui de l'article 95 du statut des agents de l'Etat.

TITRE IX. - DES CONGES.

Article 42.

Etant donné la volonté du Gouvernement de ne pas assimiler les délégués permanents à la protection de l'enfance aux agents de l'Etat, sauf pour certaines dispositions précises et qui sont spécifiées, le Conseil d'Etat propose de compléter cet article ainsi qu'il suit:

"Article 42.-

Tout délégué permanent à la protection de l'enfance a droit au même régime de congé que les agents de l'Etat de la catégorie à laquelle il est assimilé pour l'application du statut pécuniaire.".

.../...

TITRE X. - DES MODES D'INTERRUPTION ET DE CESSATION D'ACTIVITE.

Section première. DELLA SUSPENSION DE SERVICE.

Article 43.

Pas d'observation, sauf à supprimer dans le 2°, une fois, les mots "de service", après les mots "ayant plus de dix ans".

Section II.- DE LA MISE EN DISPONIBILITE.

Article 44.

Pas d'observation.

Section III.- DE LA CESSATION DEFINITIVE DE L'ACTIVITE.

Article 45.

Le Conseil d'Etat constate que l'article 45 se borne à reproduire l'article 107 du statut des agents de l'Etat, à l'exception du 6°.

Depuis la rédaction du projet, la disposition qui fait l'objet du 5° a été complétée par un article 107 bis.

Comme le Gouvernement a l'intention de reprendre les dispositions du statut actuellement en vigueur, le Conseil d'Etat propose de compléter en conséquence l'article 45 par un paragraphe 2, et de supprimer le 5°.

.../...

La rédaction de l'article 45, rapprochée de l'article 25 qui range la démission d'office parmi les peines disciplinaires, recèle les mêmes contradictions et prête aux mêmes difficultés d'interprétation que les dispositions correspondantes du statut des agents de l'Etat. Toute modification supposerait, de la part du Gouvernement, des décisions tenant au fond sur des questions nombreuses et délicates. Insuffisamment éclairé à ce sujet sur les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat ne peut proposer un remaniement du texte.

"Article 45.-

§ 1er. Sont d'office et sans préavis démis de leur fonction par le Ministre de la Justice :

1° les délégués dont la nomination n'est pas régulière;

2° les agents qui cessent de répondre aux conditions fixées par les Nos 1, 3 et 4 de l'article 10 du présent statut;

3° ceux qui, après absence autorisée, négligent, sans motif valable, de reprendre leur service;

4° ceux qui, sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de dix jours;

5° ceux qui ne se conforment pas à l'obligation de résidence dans le délai prévu;

6° ceux qui se trouvent dans les cas déterminés par arrêté ministériel où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

7° ceux qui, en activité de service ou en disponibilité, sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée, dans les conditions fixées par la loi, et les mettant hors d'état de remplir leur mission d'une manière complète, régulière et continue;

.../...

8° ceux qui sont l'objet d'une démission d'office ou d'une révocation disciplinaire.

§ 2. Sont d'office et sans préavis démis de leur fonction par Nous, conformément aux dispositions de l'article 107 bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, les délégués qui contreviennent aux dispositions de l'article 6, alinéa 3, du présent arrêté.".

Article 46.

Pas d'observation.

TITRE XI. - DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES.

Articles 47 à 50.

Le Conseil d'Etat propose des modifications qui sont contenues dans le texte suivant :

"Article 47.-

L'appréciation des services antérieurs des délégués permanents pour la fixation de leur traitement sera faite conformément aux dispositions du statut pécuniaire des agents de l'Etat.

Article 48.-

Les délégués permanents qui seraient, par application de l'article 46, 3°, mis à la retraite à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont maintenus en activité par mesure exceptionnelle jusqu'au 1er juillet 1951.

A partir de cette date, il leur sera alloué une subvention tenant lieu de pension égale à la différence

.../...

entre le montant fixé à raison de X/60ème de la moyenne de la rémunération des cinq dernières années (carrière fictive) et celui de la pension qu'ils recevront au titre des versements effectués en application des dispositions légales relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Les délégués permanents déjà en activité et qui atteindront postérieurement au 1er juillet 1951 la limite d'âge sans remplir les conditions nécessaires pour bénéficier d'une pension, recevront une subvention tenant lieu de pension dont le montant sera fixé comme prévu à l'alinéa 2.

Article 49.-

Les conditions auxquelles les délégués permanents, qui étaient en fonction à titre temporaire à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pourront être nommés à titre définitif, seront déterminées par Nous.

Article 50.-

Les délégués permanents pourront être nommés agents de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, dans les cadres de l'Office de la protection de l'enfance, aux conditions déterminées par Nous.".

Article 51.

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter les mots "en faveur" devant les mots : "de personnes en service dans des administrations publiques ...".

.../...

Article 52.

Cette disposition étant inutile, le Conseil d'Etat propose de la supprimer.

Articles 53 et 54.

Par suite de la suppression de l'article précédent, ces articles porteraient les Nos 52 et 53.

- - - - -

TITEL I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

De Raad van State stelt voor, het woord "helpers",dat geen bepaalde juridische betekenis heeft, weg te laten.

Het eerste lid (Nederlandse tekst) zou moeten eindigen met de woorden : "... opdrachten omschreven in de wets- en reglementsbepalingen tot verzekering van de kinderbescherming.".

Artikel 2.

Krachtens de wet hebben de magistraten deel aan de benoeming van de afgevaardigde of de afgevaardigden die met hen zullen moeten samenwerken. Dit blijkt zeer duidelijk uit de tekst zelf van de eerste twee leden van artikel 47 ter, dat een voordracht in ieder arrondissement voorschrijft en een bijzondere wijze van voordracht wanneer een enkele bediening in het arrondissement is ingesteld.

De verplaatsing, zelfs omkleed met het "advies" van de betrokken magistraten, kan tot gevolg hebben die magistraten een medewerker op te dringen die zij zouden geweigerd hebben voor te dragen. Het feit dat hij door een van hun collega's is voorgedragen, verandert niets aan die toestand.

De Regering acht het voldoende, gemachtigd te zijn om tijdelijke aanwijzingen te doen. Dienvolgens stelt de Raad van State de volgende tekst voor:

.../...

"Artikel 2.-

Op eensluidend advies van de betrokken magistraten, kan de Minister van Justitie de vaste afgevaardigde van een arrondissement aanwijzen om zijn opdracht tijdelijk in een ander arrondissement uit te voeren.".

Artikel 3.

Geen opmerkingen.

TITEL II.- PLICHTEN.

Artikelen 4 en 5.

De magistraat met wie de afgevaardigden moeten samenwerken, wordt in het ontwerp op verschillende wijzen aangeduid : "gerechtelijke overheid die zij bijstaan, gerechtelijke overheid waarvan zij afhangen, bevoegde gerechtelijke overheid, magistraat onder wiens leiding de afgevaardigde staat," enz...

De Raad van State is van advies dat telkens wanneer een zelfde begrip wordt bedoeld een zelfde uitdrukking dient te worden gebruikt en stelt voor, overal de uitdrukking "rechterlijke overheid (of magistraat) aan welke zij hun bijstand verlenen" te bezigen.

In artikel 5, laatste lid,(Nederlandse tekst) schrijve men : "... de Procureur des Konings bij de rechtbank in welker rechtsgebied die misdaad of dit wanbedrijf gepleegd werd of de verdachte zou kunnen aangetroffen worden.".

.../...

Artikel 6.

Het derde lid van dit artikel is gesteld met de bedoeling, de tekst van artikel 9 van het statuut van het Rijkspersoneel over te nemen. Die tekst is echter gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 Februari 1951 betreffende de verdediging van het openbaar ambt. De Raad van State stelt derhalve voor, de tekst van het derde lid in overeenstemming te brengen met de nieuwe tekst van artikel 9 van het statuut.

"Artikel 6.-

Zij moeten de meest strikte beleefdheid in acht nemen zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek.

Zowel in dienst als in het particulier leven moeten zij alles vermijden wat aan het vertrouwen van het publiek zou kunnen schaden dan wel de eer of de waardigheid van hun opdracht in het gedrang brengen.

Zij mogen zich niet inlaten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van dezelfde aard.".

Artikel 7.

Om aan de bedoelingen van de Regering tegemoet te komen, stelt de Raad van State een tekst voor, die het

.../...

bepaalde in artikel 9, tweede lid, van het statuut van het Rijkspersoneel herhaalt :

"Artikel 7.-

Het is hun verboden feiten bekend te maken die zij zouden kennen ter oorzake van hun opdracht, en die van nature of wegens de voorschriften van de magistraat die zij bijstaan van geheime aard zouden zijn.

Dit verbod is ook van toepassing op de vaste afgevaardigden die niet meer in betrekking zijn.".

Artikelen 8 en 9.

Geen opmerkingen.

TITEL III.- WERVING.

Artikelen 10, 11 en 12.

De Raad van State stelt vormwijzigingen voor, die in de onderstaande tekst zijn aangebracht :

"Artikel 10.-

Niemand kan tot vaste afgevaardigde ter kinderbescherming worden benoemd, indien hij niet aan de volgende vereisten voldoet :

1° Belg zijn ;

2° van onberispelijk gedrag zijn ;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten ;

4° aan de militiewetten voldaan hebben ;

5° ten minste 25 jaar en ten hoogste 40 jaar oud zijn ;

.../...

6° door de administratieve gezondheidsdienst moet bevonden zijn dat hij voldoet aan de lichamelijke vereisten gesteld in het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 tot bepaling en contrôle van de lichamelijke voorwaarden welke van de candidaten voor openbare betrekkingen vereist worden ;

7° houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van de koninklijke besluiten die de toekenning er van regelen, of van een diploma tot blijk van kennis op maatschappelijk of opvoedkundig gebied.

Artikel 11.-

Een koninklijk besluit, genomen na advies van de commissie waarvan artikel 30 de instelling bepaalt, stelt vast welke diploma's bewijs leveren van kennis op maatschappelijk en opvoedkundig gebied.

Artikel 12.-

Wanneer in de dubbellijst die hem wordt voorgedragen, een of meer candidaten voorkomen die het vereiste diploma niet bezitten, geeft de Minister die candidaten geen toelating tot het bekwaamheidsexamen waarvan sprake in het vierde lid van artikel 47 ter van de wet van 15 Mei 1912, gewijzigd bij de wet van 20 Mei 1949, dan na het advies van de commissie waarvan artikel 30 de instelling bepaalt, te hebben ingewonnen.".

Artikel 13.

De eerste vier leden van dit artikel eisen van geen enkele afgevaardigde het bewijs van de kennis van de tweede landstaal.

.../...

Anderzijds houdt de tekst zoals hij gesteld is geen rekening met de mogelijkheid, de kennis van een landstaal anders te bewijzen dan door het diploma of het bekwaamheidsexamen waarvan sprake in artikel 12.

Tenslotte bepaalt geen enkele tekst op welke wijze het bewijs van de kennis van de Duitse taal wordt geleverd.

Met inachtneming van die opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Artikel 13.-

In de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen en in het rechterlijk arrondissement Leuven moeten de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming van de kennis van de Nederlandse taal doen blijken.

In het rechterlijk arrondissement Brussel, moet de ene helft van het aantal vaste afgevaardigden ter kinderbescherming van de kennis van de Nederlandse taal doen blijken ; de andere helft van de kennis van de Franse taal.

In de provinciën Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en in het rechterlijk arrondissement Nijvel moeten de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming van de kennis van de Franse taal doen blijken.

In het rechterlijk arrondissement Verviers moet een afgevaardigde bovendien de Duitse taal voldoende kennen.

De diploma's waarvan sprake in de artikelen 10, 7°, en 11 en het bekwaamheidsexamen dat hiervoor bij uitzondering in de plaats komt, leveren het bewijs van de kennis van de taal waarin het diploma is gesteld of het examen is afgelegd.

.../...

Het bewijs van de kennis der andere landstaal kan geleverd worden door middel van een examen dat uit een mondeling en een schriftelijk gedeelte bestaat. De stof van dit examen alsmede de samenstelling en de werking van de examencommissie worden door Ons bepaald.

Hetzelfde geldt eveneens voor het bewijs van de voldoende kennis van de Duitse taal.".

Artikel 14.

Gelet op de wijziging aangebracht in artikel 2, stelt de Raad van State voor, aan artikel 14 een derde lid toe te voegen, luidend als volgt :

"De afgevaardigden die reeds een proeftijd hebben gedaan,kunnen echter in een ander arrondissement vast worden benoemd.".

Artikelen 14 en 15.

De Raad van State stelt voor, de woorden "bevoegde rechterlijke overheid" te vervangen door de uitdrukking "rechterlijke overheid die zij bijstaan".

In artikel 18, derde en vierde lid, (Nederlandse tekst)schrijve men "... met opzegging van drie maanden".

Artikel 16.

De Raad van State stelt voor,het slot van dit artikel te doen luiden als volgt : "... en de modaliteiten vastgesteld in onderlinge overeenstemming met de Vaste Wervingssecretaris.".

.../...

TITEL IV.- HET IN DIENST TREDEN.

Het ontwerp bepaalt dat de indiensttreding geschiedt door de eedaflegging. Daar de wet geen eed oplegt, is aan te nemen dat de krachtens artikel 127 van de Grondwet vereiste rechtsgrond is het decreet van 20 Juli 1831 dat de eed,waarvan het zelf het formulier vaststelt, verplicht maakt voor "al de ambtenaren van het gerecht en van het bestuur, de officieren van de burgerwacht en van het leger en, in het algemeen, al de ingezetenen belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst". Hierbij weze echter opgemerkt dat artikel 3 van het decreet bepaalt : "de eed wordt afgelegd vóór de overheid, door de bestaande wetten daartoe aangewezen". In het onderhavige geval bepaalt geen enkele wet wie die overheid is.

Wanneer duidelijk blijkt dat een categorie van personen krachtens de wet gehouden is de eed af te leggen waarvan deze wet het formulier vaststelt, dan wordt het een gewone maatregel van uitvoering behorend tot de grondwettelijke uitoefening van de koninklijke macht,vast te stellen vóór welke overheid de eed moet worden afgelegd (Cass. 20 October 1868, Pas. 1869 - I - 243; Pandectes belges, V° Serment politique et professionnel, nrs 18-142; Giron, Dictionnaire administratif, T. I nr 218).

Sedert 1832 is die interpretatie aangenomen (koninklijk besluit van 15 Mei 1832 betreffende de eedaflegging van de toentertijd pas genaturaliseerde baron Evin).

.../...

Artikel 17.

De Raad van State stelt voor, de woorden "Op de dag dat zij op proef in dienst treden ..." te vervangen door "Alvorens op proef in dienst te treden...".

Artikel 18.

Dit artikel wil zeggen dat de benoeming wordt geacht nooit geschied te zijn. De Raad van State stelt een tekst in die zin voor :

"Artikel 18.-

Zo zij binnen de maand na hun benoeming verzuimen de eed af te leggen, wordt die benoeming als niet bestaande beschouwd.".

Artikelen 19 tot 22.

De Raad van State stelt vormwijzigingen voor, opgenomen in de onderstaande tekst.

"TITEL V.- ONVERENIGBAARHEID.

Artikel 19.-

Aan elke vaste afgevaardigde ter kinderbescherming is het verboden hetzij zelf, hetzij onder de naam van zijn echtgenoot of door een tussenpersoon, enige soort van handel uit te oefenen.

.../...

Onder dezelfde omstandigheden is verboden elke al dan niet winstgevende werkzaamheid die in strijd is met de waardigheid van de opdracht van de afgevaardigde of die het vervullen van die opdracht in de weg kan staan.

Artikel 20.-

Met de hoedanigheid van vaste afgevaardigde ter kinderbescherming wordt bovendien onverenigbaar geacht elke zelfs onvergolden last of dienst in particuliere zaken met winstoogmerken.

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing wanneer de afgevaardigde zijn last waarneemt of zijn dienst presteert als voogd of curator van een onbekwaam persoon, onverminderd het bepaalde in artikel 19, tweede lid.

Artikel 21.-

De Minister van Justitie kan op schriftelijk en met redenen omkleed verzoek van de betrokkene, waarbij een verslag van de rechterlijke overheid aan welke hij zijn bijstand verleent, is gevoegd, afwijkingen van het bepaalde in de artikelen 19 en 20 toestaan.

TITEL VI.- HET JAARLIJKS VERSLAG.

Artikel 22.-

Een verslag omtrent de waarde, de geschiktheid, het rendement en de verdiensten van elke definitief aangestelde vaste afgevaardigde ter kinderbescherming wordt ieder jaar aan de Minister van Justitie overgemaakt door de rechterlijke overheid aan welke de afgevaardigde zijn

.../...

bijstand verleent. Dat verslag wordt vooraf aan de betrokkene medegedeeld die er de vermelding "akkoord" of "niet-akkoord" en zijn handtekening op plaatst.

Dat verslag stelt de toekenning van een van de volgende vermeldingen voor: "zeer goed" - "goed" - "voldoende" - "slecht".

De toekenning van de vermelding geschiedt door de Minister van Justitie die, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag van de betrokkene, de voorgestelde vermelding kan wijzigen. In beide gevallen raadpleegt hij de commissie waarvan artikel 30 de instelling bepaalt. Die commissie hoort de betrokkene.".

TITEL VII.- BEZOLDIGING, PENSIOEN, TOELAGEN EN VERGOEDINGEN.

Artikelen 23 en 24.

Geen opmerkingen.

TITEL VIII.- TUCHTREGELING.

Afdeling 1.- STRAFFEN.

Artikel 25.

Geen opmerkingen.

.../...

Artikel 26.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"Artikel 26.-

De onder 1° en 2° van artikel 25 vermelde straffen worden uitgesproken door de magistraat aan wie de afgevaardigde zijn bijstand verleent.

Zo de afgevaardigde aan twee of meer magistraten zijn bijstand verleent, worden de straffen door hen gezamenlijk uitgesproken; indien zij het niet eens zijn, beslist de Minister van Justitie.

De overige straffen spreekt de Minister van Justitie ambtshalve uit of op voordracht van de rechterlijke overheid aan welke de afgevaardigde zijn bijstand verleent. Indien de straf ambtshalve wordt uitgesproken, wordt niettemin vooraf het advies van die overheid ingewonnen.".

Artikel 27.

Geen opmerkingen.

Artikel 28.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor:

"Artikel 28.-

Van elke straf wordt in het dossier van de betrokkene aantekening gehouden. Over de doorhaling van die straf beslist de Minister van Justitie op advies

.../...

van de magistraat of de magistraten aan wie de afgevaardigde zijn bijstand verleent, en van de commissie waarvan artikel 30 de instelling bepaalt.".

Artikel 29.

Geen opmerkingen.

Afdeling II.- COMMISSIE VAN ADVIES EN VAN BEROEP.

Artikelen 30 tot 33.

De Raad van State stelt wijzigingen voor, opgenomen in de onderstaande tekst :

"Artikel 30.-

Bij het Ministerie van Justitie wordt een Commissie van advies en van beroep ingesteld, bestaande uit :

1° een voorzitter, raadsheer in het hof van beroep, door Ons benoemd ;

2° een ambtenaar van het Openbaar Ministerie bij een hof of bij een rechtbank van eerste aanleg, door de Minister van Justitie benoemd uit een lijst van twee candidaten voorgedragen door de procureurs-generaal bij de hoven van beroep ;

3° een kinderrechter door de Minister van Justitie benoemd uit een lijst van twee candidaten voorgedragen door de in vergadering verenigde kinderrechters van het Rijk ;

4° de ambtenaar die de leiding heeft van de Dienst voor kinderbescherming of zijn gemachtigde en een ander door de Minister van Justitie aangewezen ambtenaar ;

5° twee vaste afgevaardigden ter kinderbescherming, door de Minister van Justitie benoemd uit een lijst van twee candidaten voorgedragen door de vaste afgevaardigden volgens een door de Minister bepaalde procedure;

6° een secretaris door de Minister van Justitie onder het personeel van zijn departement gekozen. Hij is niet stemgerechtigd.

Zoveel plaatsvervangende leden als er werkelijke leden zijn, worden op dezelfde manier aangewezen.

Artikel 31.-

Het mandaat van de leden van de Commissie van advies en van beroep duurt drie jaar.

Het kan vernieuwd worden.

Artikel 32.-

De Commissie van advies en van beroep beraadslaagt en geeft haar advies onder meer over :

1° de kwesties betreffende de materiële en beroepsbelangen van de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming, die hetzij de Minister, hetzij een van haar leden, hetzij een of meer belanghebbenden haar voorleggen;

2° de toepassing der tuchtstraffen onder 3°, 4°, 5° en 6° van artikel 25 vermeld, ingeval de belanghebbende van de tegen hem voorgestelde straf beroep heeft ingesteld;

3° de doorhaling van de tuchtstraffen;

4° de aanvragen of voorstellen tot herziening van de conclusies van het jaarlijks verslag en de voorstellen tot afdanking in de loop van de proeftijd;

5° het beroep ingesteld tegen de beslissing tot verlenging van de proeftijd;

6° de beroepen ingesteld door de personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld of tegen wie een preventieve schorsing van meer dan drie maanden is genomen.

.../...

Artikel 33.-

De verzoeker mag enerzijds een der leden die het bestuur vertegenwoordigen en, anderzijds, een der leden die de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming vertegenwoordigen, wraken.

De voorzitter wraakt het lid waarvan hij meent dat het een persoonlijk belang in de betwisting heeft.

Het gewraakte lid wordt door zijn plaatsvervanger vervangen.".

Afdeling III. PROCEDURE.

Artikelen 34 en 35.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"Artikel 34.-

De vaste afgevaardigde ter kinderbescherming heeft tien dagen tijd om bij aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie gericht, een aangelegenheid bij de Commissie van advies en van beroep aanhangig te maken.

Die termijn loopt te rekenen van de kennisgeving van het voorstel van het verslag of van de hem betreffende beslissing.

.../...

Artikel 35.-

De ambtenaar die de Dienst voor kinderbescherming leidt, maakt aan de Commissie van advies en van beroep het volledig dossier van de zaak over.".

+

+ +

De wijziging in de tekst van deze beide artikelen aangebracht,strekt om een moeilijkheid van interpretatie uit de weg te ruimen, waartoe de artikelen 88 en 89 van het statuut van het Rijkspersoneel, door het ontwerp overgenomen, aanleiding waren, en die verband hield met het verplicht karakter van de overmaking van het dossier door de bevoegde ambtenaar (zie Raad van State 24 October 1949, arrest nr 135, Gavroy).

Artikel 36.

Dit artikel is een herhaling van artikel 90 van het statuut van het Rijkspersoneel. Het zal dus dezelfde draagwijdte moeten hebben als die welke de administratieve rechtspraak heeft aangenomen.

Artikel 37.

Geen opmerkingen.

Artikel 38.

De Raad van State stelt voor, de woorden "de beroeper" te vervangen door "de verzoeker".

... / ...

Artikelen 39 en 40.

Geen opmerkingen.

Artikel 41.

De Raad van State stelt voor, het woord "wordt" te vervangen door "kan ... worden", teneinde de tekst nauwer te doen aansluiten aan die van artikel 95 van het statuut van het Rijkspersoneel.

In de plaats van "verblijfskosten" schrijve men "verblijfkosten".

TITEL IX.- VERLOF.

Artikel 42.

Daar het de bedoeling van de Regering is de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming niet met het Rijkspersoneel gelijk te stellen, behoudens voor sommige bepaalde punten en die nader worden omschreven, stelt de Raad van State voor, dat artikel als volgt aan te vullen :

"Artikel 42.-

Iedere vaste afgevaardigde ter kinderbescherming heeft recht op hetzelfde verlofregime als het Rijkspersoneel van de categorie waarmee hij gelijkgesteld is voor de toepassing van het geldelijk statuut.".

.../...

TITEL X.-WIJZEN WAAROP DE ACTIVITEIT ONDERBROKEN OF GESTAAKT WORDT.

Afdeling I. DIENSTSCHORSING.

Artikel 43.

Geen opmerkingen, mits in het 2° van de Franse tekst eenmaal de woorden "de service" weg te laten na de woorden "ayant plus de dix ans", en in het Nederlands te schrijven : "Als dienstschorsing met behoud van het recht op bevordering worden beschouwd : ...".

Afdeling II. TERBESCHIKKINGSTELLING.

Artikel 44.

Geen opmerkingen.

Afdeling III. DEFINITIEVE STAKING VAN DE ACTIVITEIT.

Artikel 45.

De Raad van State stelt vast dat artikel 45 enkel een overname is van artikel 107 van het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van 6°.

Sinds het opstellen van het ontwerp is de bepaling opgenomen in 5° met een artikel 107 bis aangevuld.

.../...

Daar de Regering voornemens is de thans geldende bepalingen van het statuut over te nemen, stelt de Raad van State voor, artikel 45 dienovereenkomstig met een paragraaf 2 aan te vullen, en het 5° weg te laten.

De tekst van artikel 45, vergeleken met artikel 25 dat het ontslag van ambtswege onder de tuchtstraffen rangschikt, bevat dezelfde tegenstrijdigheden en geeft aanleiding tot dezelfde interpretatiemoeilijkheden als de overeenstemmende bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel. Iedere wijziging zou vanwege de Regering beslissingen over de grond inzake talrijke en kiese kwesties onderstellen. Daar de Raad van State in dezen niet voldoende op de hoogte is van de bedoelingen van de Regering, kan hij geen omgewerkte tekst voorstellen.

"Artikel 45.-

§ 1. Door de Minister van Justitie worden ambtshalve en zonder opzeggingstermijn uit hun ambt ontslagen :

1° de afgevaardigden die niet regelmatig benoemd worden;

2° zij die niet meer voldoen aan de eisen gesteld bij de nrs 1, 3 en 4 van artikel 10 van dit statuut;

3° zij die na geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden verzuimen hun dienst te hervatten;

4° zij die zonder geldige reden hun post verlaten en gedurende meer dan tien dagen afwezig blijven;

5° zij die binnen de gestelde termijn de verplichting omtrent de verblijfplaats niet nakomen;

6° zij die zich in de bij ministerieel besluit bepaalde gevallen bevinden, waarin toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten ambtsneerlegging ten gevolge heeft;

.../...

7° zij die, in actieve dienst of ter beschikking gesteld, wegens vroegtijdige invaliditeit in de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk vastgesteld niet meer in staat zijn hun opdracht volledig, geregeld en onafgebroken te vervullen;

8° zij die ambtshalve ontslagen of disciplinair ontzet worden.

§ 2. Ambtshalve en zonder opzeggingstermijn worden door Ons uit hun ambt ontslagen overeenkomstig het bepaalde in artikel 107 bis van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, de afgevaardigden die het bepaalde in artikel 6, derde lid, van dit besluit overtreden.".

Artikel 46.

Geen opmerkingen, mits te schrijven : "Tot definitieve ambtsneerlegging geven eveneens aanleiding...".

TITEL.XI.- SLOT- EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikelen 47 tot 50.

De Raad van State stelt vormwijzigingen voor, opgenomen in de volgende tekst :

"Artikel 47.-

De vroegere diensten van de vaste afgevaardigden worden, voor de vaststelling van hun wedde, in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen van het geldelijk statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

Artikel 48.-

De vaste afgevaardigden die bij toepassing van artikel 46, 3°, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit op rust zouden gesteld zijn, worden bij uitzonderingsmaatregel tot 1 Juli 1951 in dienst gehouden.

Te rekenen van die datum wordt hun een als pensioen geldende toelage verleend, die gelijk is aan het verschil tussen het bedrag vastgesteld naar rato van X/60e van het gemiddelde der bezoldiging over de laatste vijf jaren (fictieve loopbaan), en het bedrag van het pensioen dat zij zullen ontvangen op grond van de stortingen gedaan bij toepassing van de wetsbepalingen betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

De vaste afgevaardigden die reeds in activiteit zijn en die na 1 Juli 1950 de leeftijdsgrens zullen bereiken zonder dat zij voldoen aan de vereisten om een pensioen te genieten, ontvangen een als pensioen geldende toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld zoals bepaald in het tweede lid.

Artikel 49.-

De voorwaarden waarin de vaste afgevaardigden, die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in tijdelijke dienst waren, vast kunnen worden benoemd, worden door Ons vastgesteld.

.../...

Artikel 50.-

De vaste afgevaardigden kunnen tot Rijksambtenaar in de zin van het koninklijk besluit van 2 October 1937 in de kaders van de Dienst voor kinderbescherming worden benoemd onder de door Ons bepaalde voorwaarden.".

Artikel 51.

De Raad van State stelt voor, het eerste lid als volgt te redigeren :

"Uitzonderlijk en gedurende een termijn van twee jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, kan de Minister van Justitie, met inachtneming van de procedure bepaald in artikel 12, afwijken van de in artikel 10 gestelde maximum grensleeftijd, ten behoeve van vrijwillige afgevaardigden ter kinderbescherming die gedurende meer dan vijf jaar en hoofdzakelijk hun diensten hebben verleend, of ten behoeve van personen die in dienst zijn bij openbare besturen en die gedurende dezelfde termijn op sociaal gebied werkzaam zijn geweest.".

In de Franse tekst herhale men de woorden "en faveur" vóór de woorden: "de personnes en service dans des administrations publiques ...".

Artikel 52.

Deze bepaling is overbodig; de Raad van State stelt voor, ze weg te laten.

.../...

Artikel 53 en 54.

Door het wegvallen van het voorgaand artikel, zullen die artikelen de nrs 52 en 53 dragen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
V. DEVAUX, M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
J. VAUTHIER, L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1951. De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.